**UNION MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

**20^{ème} SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET
DE GOUVERNEMENT DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST
AFRICAIN**

**CEREMONIE D'OUVERTURE : DISCOURS DE
MONSIEUR ROMUALD WADAGNI,
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DE LA REPUBLIQUE DU BENIN
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'UEMOA**

Lomé, le 30 juillet 2018

Excellence, Monsieur le Président de la République de Côte d'Ivoire, Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA ;

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA ;

Excellence, Monsieur le Premier Ministre de la République Togolaise ;

Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions de la République Togolaise ;

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement de la République Togolaise ;

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil des Ministres de l'UEMOA ;

Monsieur le Président de la Commission de l'UEMOA ;

Monsieur le Gouverneur de la BCEAO ;

Monsieur le Président de la BOAD ;

Monsieur le Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers ;

Monsieur le Président du Comité Interparlementaire de l'UEMOA ;

Madame la Présidente de la Cour de Justice de l'UEMOA ;

Monsieur le Président de la Cour des Comptes de l'UEMOA ;

Monsieur le Président de la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA ;

Mesdames et Messieurs les Membres des Organes et Institutions spécialisées de l'UEMOA ;

Excellence, Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique ;

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ;

Excellences, Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Africaines et Internationales ;

Distingués invités ;

Mesdames, Messieurs ;

J'ai l'insigne honneur de m'adresser ce jour à votre auguste Assemblée, pour la première fois, en ma qualité de Président du Conseil des Ministres de l'UEMOA, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la 20^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Vos orientations avisées et votre engagement ainsi que l'attention toute particulière que vous portez aux Institutions et Organes de l'Union, traduisent l'importance indéniable que vous accordez au renforcement de la coopération sous-régionale et à l'approfondissement de l'intégration économique de notre espace communautaire.

Permettez-moi, Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement de remercier mes pairs du Conseil des Ministres, qui, dès ma prise de fonction à la tête du Conseil, m'ont soutenu dans ma tâche par leurs précieux conseils pour une meilleure conduite des travaux de notre Instance.

C'est aussi pour nous, le lieu d'adresser nos vifs remerciements à tous les partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux, pour les efforts sans cesse déployés afin d'accompagner les actions engagées visant la transformation structurelle des économies des pays de l'Union, énoncée dans leurs différents plans et programmes de développement.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

L'activité économique de l'UEMOA a enregistré un taux de croissance de 6,7% en 2017 après 6,5% en 2016, en lien avec la reprise de l'économie mondiale. Elle a bénéficié du dynamisme des services, de la bonne tenue de la production agricole et de l'essor des BTP.

De même, à la faveur d'un approvisionnement régulier des marchés en produits alimentaires de grande consommation, les prix intérieurs ont connu une hausse

modérée. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 0,8% en 2017 contre 0,3% en 2016. Dans ce contexte, la Banque Centrale a poursuivi la conduite d'une politique monétaire accommodante, en maintenant son principal taux directeur inchangé à son plus bas niveau historique de 2,5% et en fournissant les financements requis aux banques afin de répondre à leurs besoins de liquidité.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Pour faire face aux défis majeurs de nos Etats, les efforts se sont poursuivis en 2017, dans le cadre de la mise en œuvre des grands chantiers concourant à l'approfondissement du processus d'intégration économique.

Au titre de la surveillance multilatérale, en dépit des difficultés rencontrées par les Etats membres, des dispositions ont été prises pour le respect des critères de convergence à l'horizon 2019.

Au niveau du marché commun, la Commission de l'UEMOA a poursuivi ses actions en vue du renforcement de l'Union douanière et de la mise en place du Visa communautaire.

Au titre des politiques sectorielles, des avancées ont été enregistrées dans le domaine de l'énergie, de l'agriculture, des infrastructures et des télécommunications.

En ce qui concerne la politique commune de l'UEMOA en matière de Paix et de Sécurité, la Commission s'est employée, en rapport avec les Etats membres, à la mise en œuvre du Plan d'actions y relatif et à la mise en place d'un Mécanisme de veille et d'alerte précoce (Mevap).

S'agissant du processus d'intégration financière, la BCEAO a poursuivi les actions visant l'approfondissement et le développement du système financier de l'UEMOA, afin de lui permettre de mieux répondre aux besoins des agents économiques. A ce titre, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a décidé d'admettre au

refinancement de la Banque Centrale, les créances détenues par les établissements de crédit sur les entreprises éligibles au dispositif de financement des PME/PMI dans l'Union.

En outre, des actions majeures ont été menées par la Banque Centrale dans le cadre de la consolidation de la stabilité financière dans l'Union. Elles ont permis notamment l'adoption d'une nouvelle Annexe à la convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA qui fait de cette structure, l'Autorité supranationale de supervision et de résolution des crises bancaires dans l'Union.

Au titre de la microfinance, la mise en œuvre du Plan d'Actions pour la Préservation et la Consolidation de la viabilité de ce secteur, a permis de réaliser des avancées, notamment en matière d'assainissement et d'atténuation de la dégradation du portefeuille des Systèmes Financiers Décentralisés. En outre, le cadre juridique régissant le secteur a été réaménagé pour autoriser l'exercice des opérations de finance islamique par les institutions de microfinance.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie d'inclusion financière dans l'UEMOA, la Banque Centrale a mené des actions à l'endroit des partenaires techniques et financiers, en vue de convenir des modalités pratiques de leurs interventions. Elle a également achevé les diligences relatives à la mise en place des structures de gestion et de coordination de ladite stratégie.

Au titre des activités de financement, la BOAD et la Commission de l'UEMOA ont poursuivi leurs actions en direction des Etats membres, pour soutenir leur processus de développement économique.

En 2017, les concours de la BOAD en faveur des économies de l'Union se sont élevés à 557,6 milliards, dont 478 milliards sous forme de prêts à moyen et long termes. Parallèlement, et pour répondre à sa mission de financement, l'institution a mobilisé 832 milliards de ressources, dont 480 milliards sur le marché financier international et 152 milliards auprès des partenaires au développement.

Auprès du Groupe de la Banque mondiale, notamment, la BOAD a contracté un emprunt de 75,1 milliards qu'elle a rétrocédé à la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA, en vue de la promotion du financement de l'habitat social dans l'Union. Le projet, visé à travers cette opération, a pour objectif la mise en place, sur 5 ans, de 50.000 nouveaux prêts hypothécaires en faveur de personnes à faibles revenus, de même qu'une offre d'assistance technique en vue d'une amélioration du savoir-faire régional en matière de montage de programmes nationaux de logements sociaux.

Pour répondre aux attentes de ses Etats membres, d'autres actions majeures ont été engagées en vue d'une mobilisation des ressources internes et extérieures. A cette fin, dans le cadre du renforcement des appuis extérieurs et de leur mise en œuvre, la Commission de l'UEMOA a procédé, en relation avec l'Union Européenne, la Commission de la CEDEAO et les Etats membres, à la signature des conventions de financement au titre du Programme Indicatif Régional (PIR) du 11^{ème} FED.

Pour accroître l'attractivité du marché financier régional, le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers a conduit à terme le chantier relatif au cadre réglementaire du financement des PME, avec le lancement, le 19 décembre 2017, du Troisième Compartiment de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières dédié à ces entreprises.

En matière d'éducation financière, le Conseil Régional a organisé des journées d'information sur les opportunités offertes par le marché financier au profit des étudiants des Universités et grandes écoles de l'Union.

Au niveau de la gouvernance, le Conseil des Ministres de l'Union a décidé de la mise en œuvre de la présidence résidente du Conseil Régional à partir du 1^{er} janvier 2018 et a adopté son nouveau Règlement Financier.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

La transformation structurelle des économies des Etats membres de l'Union est bien engagée, en dépit d'un contexte économique international difficile. Cependant, les importants défis auxquels ils font face exigent la conjugaison des efforts en vue de l'amélioration de leur résilience et la consolidation des performances obtenues. A cet égard, les Etats membres de l'Union devront poursuivre le renforcement du marché commun et le développement des infrastructures. Pour ce faire, une attention particulière devra être accordée à la préservation d'un climat de paix et de stabilité, facteurs essentiels pour la promotion du développement des pays de l'Union, à travers une coordination des actions dans la lutte contre la radicalisation, le terrorisme et les conflits armés.

De même, des efforts soutenus devront être déployés pour accroître les investissements dans des secteurs comme l'énergie, l'eau et les infrastructures, indispensables pour l'industrialisation de nos pays.

Dans cette optique, les Organes et Institutions de l'Union renforceront leurs synergies dans la mise en œuvre des chantiers majeurs en faveur des Etats membres.

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Je reste persuadé que notre Union, sous vos orientations avisées, accélérera son processus d'intégration, tout en poursuivant sa quête pour l'émergence en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations des Etats membres.

Je vous remercie de votre très haute attention.